

LA TRIBUNE LIBRE

62

Jun 2016

>>
Édito

Réagir dans un monde en rupture !

Par Jacques CROCHET

La France subit une crise multiforme de société, d'économie et même de civilisation (Edgar Morin). Qui peut croire, par exemple, que la loi El Khomri, insuffisante pour les uns, dangereuse pour les autres est la cause d'un blocage de notre pays? Cet affrontement gouvernement/organisation syndicale dépasse largement le débat sur le Code du travail avec d'un côté, l'attitude défensive d'un pouvoir politique ébranlé, de l'autre, le réflexe de survie d'une organisation syndicale aux méthodes d'un autre âge.

S'y ajoute la mobilisation d'une jeunesse angoissée, qu'on prive d'espérance en l'avenir et de perspectives d'évolution professionnelle, et qui se réfugie dans une action qu'elle ne maîtrise pas. Leur inquiétude traduit la peur de l'avenir de toute une société fragmentée et crispée sur ses acquis.

Notre modèle social français en difficulté dans cette période de croissance faible a atteint ses limites. L'Europe a déçu, elle fait peur désormais. Dans de nombreux pays, le rejet des règles supranationales se développe. Les tentations d'un nouveau protectionnisme économique et d'un repli sur soi sont très fortes.

L'innovation, les expériences nouvelles (économiques, sociales, environnementales) sont souvent rejetées. Le principe de précaution est devenu une règle inscrite dans la Constitution.

Dans cette période de crises et de ruptures, la France a la responsabilité de donner à sa jeunesse une vision de l'avenir avec un imaginaire positif, des perspectives réelles d'évolution, un sens à sa vie. Tous les acteurs de notre société (monde politique, école, entreprise, associations...) ont un rôle à jouer. Le refus de l'individualisme, la liberté d'entreprendre, l'exigence de responsabilité devant l'avenir doivent permettre d'offrir une nouvelle présentation du futur, alternative à l'idéologie du déclin qui mine notre société.

Nous sommes en train de rentrer dans un autre monde. Il faut réhabiliter la politique, mais surtout

en faire autrement dans le cadre d'un véritable engagement citoyen ! L'Institut Kervegan s'inscrit résolument dans cette démarche.

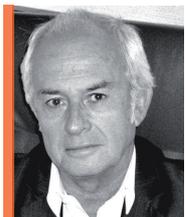
Dans cette période d'accélération des crises et des ruptures, nous souhaitons, à travers nos analyses et nos débats, éclairer les décideurs de notre territoire, révéler les signaux faibles de l'évolution de notre société, et développer des initiatives de dialogue et de concertation : Sensibiliser, former, inciter au dialogue politique, anticiper afin de contribuer à l'émergence de solutions consensuelles de sorties de crise.

Circle de réflexion, nous revendiquons une mission de médiation scientifique auprès de tous ceux qui participent à nos échanges, en constituant le lien entre les experts et les citoyens. Dans ce rôle de « traducteur », nous voulons permettre à chacun d'être mieux éclairé sur les décisions publiques et de comprendre les évolutions de notre territoire.

Observatoire et laboratoire d'idées, nous constituons un lieu de rencontre totalement décloisonné de la société civile où se côtoient dans une totale indépendance de pensée et de parole, salariés, chefs d'entreprise, responsables d'association, universitaires, et tout citoyen intéressé par notre démarche. Nous sommes réunis dans le même objectif de réfléchir et débattre sur les problématiques économiques et sociétales de notre territoire. La diversité de nos membres, leurs sensibilités et centres d'intérêt variés font notre richesse, et favorisent la compréhension d'une société secouée et déchirée par ses clivages.

Acteur engagé de notre territoire, nous voulons jouer tout notre rôle dans la production d'idées d'intérêt général, dans le développement d'une intelligence collective, et avec le souci de proposer des pistes d'action innovantes aux partenaires de notre environnement.

Rejoignez nous pour soutenir notre action ! ■



Jacques CROCHET,
Président
de l'Institut Kervegan



>>> La Tribune libre est une publication de l'INSTITUT KERVEGAN

www.institut-kervegan.com / 09 82 22 26 19 / contact@institut-kervegan.com
10 rue de Felitre 44 000 Nantes / organisme reconnu d'intérêt général

ON NE NAIT PAS COUCHÉ...

Le phénomène décrit sous le nom de Nuit debout, décrié officiellement par tous, semble un mouvement social contestataire comme un autre, d'ampleur modeste, cristallisant les violences réprimées qui trouvent là un exutoire collectif. Pourtant replacé dans son époque, le 21^{ème} siècle, il n'est pas à négliger. Ce qui est significatif est que Nuit debout existe malgré les chaînes d'infos, malgré internet, malgré les partis politiques et les syndicats, malgré une démocratie représentative parfaite, malgré la mondialisation et malgré le TAFTA. Ou à cause d'eux...

Quand on ne sait que parler et crier il n'y a que la rue et au bout la Bastille. Mais quand on sait aussi écrire et qu'on a accès à toute l'information immonde du monde hors de tout contrôle, rester debout la nuit au lieu d'aller sur le web prend un sens particulier. Les réseaux sociaux apparaissent donc insuffisants ou incomplets pour exprimer l'éternel ressenti de presque tous contre quelque uns et replacé dans ce cadre même un petit nombre de « pas couchés » est en fait considérable. Les réactions périphériques sont étonnantes, voire surréalistes : untel fraîchement élu craint de voir son institution emportée et son joli costume écharpé, une telle invoque le respect de l'État de droit sans dire du droit desquels, un autre, toute sa vie un élu, souligne bien que la rue n'est rien par rapport à l'assemblée des élus, un autre s'étonne que des autorisations en préfecture soient obtenues, un autre craint que toute cette agitation ne nuise au commerce en général et au sien en particulier. A-t-on jamais vu une émeute demander une autorisation, le désordre suivre la règle à la lettre, une nouveauté émerger selon le formulaire CERFA ad-hoc, une idée naître d'une commission ?

La Place de la République est petite partie d'un ensemble beaucoup plus vaste

Malgré les pétitions sur internet, les sondages d'opinions menés à grand frais et par chacun dans son coin au gré des besoins, des jeunes, en petit nombre apparent, s'inquiètent donc de leur avenir, ce qui leur vaut de n'avoir pas de cerveau en comparaison de ceux qui ont plongé le pays dans le marasme. Pour être juste je crois qu'on devrait aussi ajouter aux nuitdebutistes les votants pour partis extrémistes, dits de non gouvernement par ceux qui gouvernent. Et aussi



Par
Thierry PATRICE

les abstentionnistes: y a-t-il pire anarcho-libertaire que celui qui préfère la pêche à la ligne plutôt que de rugir devant l'urne ? La place de la république est petite partie d'un ensemble beaucoup plus vaste et la contestation est très largement majoritaire en France quoique ne gouvernant rien officiellement en royauté républicaine.

Or la royauté en question ne gouverne pas non plus car c'est en quelques années devenu impossible. Alors que la nature est matée, le travail s'évapore, la démographie galope, les cadeaux aux uns et aux autres sont frelatés. Surtout, le modèle pyramidal en vigueur depuis 15 000 ans est chancelant. Il est apparu à Sumer en même temps que l'écriture, la loi et l'école, l'ensemble fonctionnant en résonance. Tout allait bien jusqu'à Gutenberg, puis cela a commencé à dérailler avec Luther et les thèses imprimées de Wittenberg, et ensuite tout est allé de travers, et même de mal en pis, au gré des avancées technologiques, c'est-à-dire l'accès à l'information pour chacun. Les femmes ont même réclamé et obtenu le droit de vote 5944 ans après l'invention de l'écriture. Depuis le transistor, le savoir naît et se distribue de plus en plus et de plus en plus vite par la base de la pyramide, les hiérarchies devant en quémander des miettes par le biais d'experts plus ou moins fiables. Le principal outil de gouvernance, le mystère, devient caduque, et dans un rapport moral inversé, le mensonge et la dissimulation s'affichent institutions. Qu'on le veuille ou non c'est désormais la base qui gouverne, seule la Loi gardant l'ensemble en un semblant de forme.

Ceci n'est pas une crise

Les hiérarchies sourdes, aveugles et bébêtes, deviennent impuissantes à régler le moindre problème, face au nombre et à la complexité. Il leur reste la violence technique d'Etat, la loi toujours plus florissante et ses séides, lesquels s'opposent naturellement à la résistance plus ou moins passive de tous. Pourtant on ne mégote pas sur la propagande : la loi est garante de



la liberté nous est-il martelé à longueur de séries télévisées mettant en scène des juges femmes, pères et fils, de policiers incorruptibles s'attaquant à un contre mille à des hordes de bandits immoraux, des politiciens sans compte au Panama. Chaque soir près de 35% de temps d'antenne de violences sont mis en scène sur la place télévisuelle de la République au profit de la loi triomphante, sous couvert de droit à la création artistique. La France est d'ailleurs la championne de ce sport avec l'Autriche... Son modèle est les USA. Le bilan de ce pays est remarquable dans le domaine sécuritaire: 2000 enfants sont emprisonnés à perpétuité, 1% de la société est en prison pour un budget annuel de 9 milliards de dollars, 50% des emprisonnés le sont pour trafic de drogue ce qui traduit sûrement un bien-être social béat. Si on considère que 79.422 personnes sont sous écrou en France au 1er avril 2016 soit dix fois moins qu'aux USA, on peut même se demander ce que fait notre police. Le taux de policiers libérateurs s'établit en effet à 352/100 000 habitants aux USA pour 356 en France et ...221 en Suisse¹.

La crise dite des « subprimes » de 2008 a révélé des faiblesses structurelles profondes et Raoul Wolfaux écrivait dans la tribune de l'Institut Kervégan à cette époque « Ceci n'est pas une crise »². Or dans le même temps la société se numérise et l'emploi est comme prévu petit à petit détruit, sans doute définitivement, pendant que les « experts », en une sorte d'humour jamais assez noir, réclament un allongement du temps de travail. En entrant à la maternelle, et sans doute pour les parents dès la chambre à coucher, il devient judicieux de s'interroger sur les emplois qui ne seront pas informatisés dans 20 ans. En fait tous le seront y compris celui de soldat, de pharmacien, de chauffeur de taxi et de lanceur d'alerte. Le format de la société lui-même va donc s'uberiser aussi, c'est à dire s'atomiser et toutes les lois n'y pourront rien. On peut encore pour un temps réaliser quelques profits mais cela va se tarir car curieusement le travail disparaissant, l'argent risque aussi de passer de virtuel à volatil. Le chantage à l'emploi devenant vide de sens, la mondialisation, gigantesque bulle monétaire, implosera. En attendant ceux qui auront un emploi vont s'y accrocher comme des perdus, ceux qui



n'en ont pas vont leur prendre. D'autres, formés à grand frais, émigrent avec leurs compétences, 30% de plus par an entre 2006 et 2012, ... harmonieusement remplacés par des intégristes surdiplômés en radicalisme.

Croire en Rousseau, l'homme né libre

Les hiérarchies sont en panne et la question qui se pose désormais à leur sujet est : À quoi peuvent-elles bien servir, l'aspect décoratif étant incertain, si elles n'assurent pas l'emploi, la justice, la santé, le bien être ? Que ce soit dans les banlieues ou place de la République la réponse est simple: elles ne servent à rien. Et psalmodier, « à part l'état de droit que je représente et que nous aimons donc tous, c'est la chienlit », ne change rien. Cette question n'est d'ailleurs pour nombre de jeunes, les premiers concernés, même plus un sujet. Proposer un salaire de survie minimum pour tous alors que le nombre d'assujettis à l'ISF progresse de 6% entre 2013 et 2014 et qu'un foyer sur deux seulement s'acquitte de l'impôt, me paraît par conséquent dangereusement inadapté.

La question qui demeure est de savoir si dans un avenir désormais proche les individus, enfin émancipés des petits chefs, vont se faire la guerre chacun contre tous ou au contraire estimer que c'est beaucoup trop fatigant. Je pencherai plutôt, par optimisme, pour la seconde version qui fera que même se connecter à internet paraîtra, un jour, inutile... Je crois en Rousseau, l'homme né libre ... La révolution entreprise en 1789, avortée dès 1793, s'abîmant lamentablement à Waterloo, s'accomplira peut-être ainsi finalement dans quelques années, pas seulement place de la République, simple tressaillement d'aujourd'hui. ■

1 - https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_and_dependencies_by_number_of_police_officers#cite_note-33

2 - <http://www.institut-kervegan.com/les-outils/journal-tribune-libre/le-billet-de/les-billets-de-raoul-wolfaux/ceci-nest-pas-une-crise/>



PAROLE, SURDITÉ ET ACTING-OUT

On les appelle les *casseurs*. Ils sont partout et tout le monde s'accorde pour condamner leurs actes violents mais peu sont ceux qui cherchent à décrypter leurs motivations, leurs messages politiques car – oui – qu'il nous en déplaise, ils en ont, il suffit de lire leur graffiti^[1] muraux et numériques. Bien qu'ils commettent des délits comme la destruction de biens privés ou publics, des voies de fait sur personne et mêmes des vols, il est plus facile de les cataloguer et de les sur-médiatiser comme délinquants que de décoder les pourquoi de leur existence, de leurs actions et de leur recrudescence. Ou bien même de focaliser et de réduire leur nature à la tentative d'homicide envers des policiers commise par quelques-uns, non représentatifs de l'ensemble de cette mouvance.

C'est en les identifiant exclusivement aux vitrines cassées, aux abris bus pulvérisés, aux pavés lancés, aux incendies déclenchés, en les regardant et en les analysant par le petit bout de la lorgnette que l'on rétro-alimentera la violence qu'ils nous expriment. Et la justice, comme unique réponse, ne mettra pas fin à leurs violentes contestations.

Le terme de casseurs, apparu dans les années 1980 a été consacré au moment des manifestations étudiantes de 1989. Puis, il vient de resurgir massivement en se greffant aux manifestations de rejet du projet de loi El Khomri.

Des mouvances qui font tâche d'huile

En 15 ans, ce phénomène issu et inspiré de l'altermondialisme dont le slogan est « Un autre monde est possible » ou du Réseau No Pasarán^[2], mouvement antifasciste radical, a évolué, s'est structuré et organisé autour et dans les mouvances Antifa et Zadiste. Il est aujourd'hui plus mobile et européen.

Ces groupes et collectifs se fédèrent entre eux grâce à un réseau de sites internet qui les informent et leur transmettent les conseils et les outils pratiques à leurs actions ou en s'inspirant du livre Guérilla Kit, guide du « parfait-activiste » sous-titré « Ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes », ouvrage publié en 2008 par les Éditions La Découverte.



Par
Sylviane BOURGETEAU

Ils n'ont pas de programme politique traditionnel, fonctionnent sur un mode libertaire et prônent des valeurs de solidarité, d'entraide, d'autogestion et de démocratie directe ; rejetant viscéralement le néolibéralisme, le capitalisme et l'extrême droite ainsi que toutes les formes d'autorités. Les éco-guerriers ou mouvance zadiste^[3] se battent plus particulièrement pour la décroissance et contre ce qu'ils nomment les grands projets inutiles imposés^[4] ainsi que la destruction de l'environnement et de l'écosystème.

Ces idées et les objets de leur lutte ne sont pas des ovnis dans le paysage militant traditionnel. Ils s'assimilent et s'unissent à ceux de nombreuses ONG et mouvements politiques encore pacifiques.

Cependant, toutes ces mouvances, à des degrés différents, envisagent le recours à la violence dans le cadre d'une désobéissance civile selon laquelle il peut y avoir quelquefois une infraction à la légalité au nom d'une légitimité qui lui serait supérieure et d'une auto-défense populaire contre l'évolution actuelle de notre société vers le tout néolibéralisme.

Mais pourquoi cassent-ils ?

La violence qu'ils expriment est -pour eux- proportionnelle aux violences que notre société leur inflige, toutes origines sociales et toutes communautés confondues : ne pas voir d'avenir se dessiner devant eux ; étudier et se diplômer pour finir à Pôle emploi et dépendants financièrement de leur parents jusqu'à 25 ans ; ne pas pouvoir se projeter au-delà du chômage ou d'un CDD ; être terrorisés par une loi qui les ramènera à des conditions de travail -s'ils en trouvent- que l'on croyait révolues, etc... Ce, dans le contexte d'une classe politique qui flirte avec la délinquance et qui ne les écoute pas, ni eux, ni leurs parents non plus.





Alors, à ce mal-être viennent se greffer les classiques et habituels mécanismes de violence de groupe. Gustave Le Bon, en 1895, s’y était déjà penché dans son ouvrage *Psychologie des foules* : elle (la foule) n’admet pas d’obstacle entre son désir et la réalisation de ce désir et d’autant moins que le nombre lui donne le sentiment d’une puissance irrésistible... il se forme une âme collective, transitoire sans doute, mais présentant des caractères très nets. La collectivité devient alors ce que, faute d’une expression meilleure, j’appellerai une foule organisée.

Puis vient le passage à l’acte, un moment de rupture brutal dans un processus relationnel jusque-là guidé et encadré par la parole. Freud écrivait à ce propos s’ils se croient justifiés dans un combat avec la société, la question de la culpabilité ne se pose pas ou est déjouée au nom d’un idéal légitimant l’acte.

Ce que Lacan nommera plus tard une défaillance de cette fonction du langage comme l’est aujourd’hui la défaillance du dialogue entre le gouvernement et les Français. Puis Lacan et ses pairs différencieront le passage à l’acte –criminel ou délinquant- de l’Acting-out quand l’acte est adressé à l’autre et la conduite est organisée... il

agit sur la matière, que ce soit une vitre brisée, un corps meurtri, une chaise renversée... C’est un moyen pour lui d’entrer en relation, mais par excès, en force. Il donne à entendre à un autre devenu sourd.

L’agression est tournée de manière privilégiée vers la source de la frustration, mais si celle-ci est absente, non accessible ou sourde alors elle se dirige contre un bouc émissaire, une cible plus facile –la police, les CRS-, devenant ainsi une agression déplacée.

Ces formes de contestation contre les politiques menées par le gouvernement, soulèvent en définitive deux questions de fond : la rupture consommée du dialogue entre l’État et les citoyens, la négation de l’autre par la négation de sa parole qui débouchent sur l’acting-out des plus jeunes, sous le regard indulgent de nombre de manifestants qui répriment cette même envie ; et celle du choix du modèle de société que les citoyens désirent, comptent léguer aux nouvelles générations et pour lequel ils ont élu démocratiquement des représentants atteints de surdité peu après leur entrée en fonction. ■

[1] J’appelle « vol de ma vie » le gouffre entre mes désirs et mon désespoir / Voler ce qu’on m’a volé. Détruire ce qui me détruit / Tranquillisez votre esclave : appelez-le citoyen / On ne peut entrer dans un monde meilleur autrement que par effraction / À moins d’être ventriloque, ne donnez pas votre voix à des pantins / Aux yeux du pouvoir, toute forme de liberté est désordre, sauf celle de choisir entre coke et pepsi / Créons un présent à la hauteur du futur dont on rêvait dans le passé / Lumpenprolétariat diplômé : dans la rue !...

[2] « Ils ne passeront pas ! », cri de ralliement des républicains espagnols, assiégés dans Madrid, en lutte contre les nationalistes commandés par le général Franco. [3] De ZAD, Zone À Défendre.

[4] Aéroport de Notre-Dame-des-Landes, barrage de Sivens, construction de ligne très haute tension en Haute-Durance près du parc national des Écrins, opération d’aménagements bétonnés de la vallée du Var baptisé « Eco-Vallée », etc...



Retour sur l'intervention de Jean-Michel Rivalland pour l'atelier IK « Millefeuille territorial »

LA RÉDUCTION DRASTIQUE DU NOMBRE D'EPCI : UNE COURSE AU GIGANTISME ?

Le seuil de 15.000 habitants fixé par la loi NOTRe pour les EPCI aboutit à une réduction drastique du nombre de ceux-ci, tout au moins dans les départements de l'Ouest français. Ainsi, on passe globalement, dans les 18 départements considérés, de plus de 510 EPCI en 2006 (avant la loi RCT de 2010, fixant le seuil à 5.000 habitants) à un nombre prévisionnel de 233 en 2017 ; avec de très fortes différences d'un département à l'autre : ainsi, la Manche passe de 48 EPCI à 5 ! Nombre d'EPCI vont ainsi compter plus de 50.000 habitants.

La question de la taille des EPCI reste en fait une question assez secondaire.

En effet, ce qui importe, c'est d'une part la gouvernance à l'œuvre et d'autre part les moyens effectivement disponibles pour conduire les politiques publiques locales confiées aux EPCI, que ce soit du fait de la législation (loi NOTRe par exemple) ou de transferts décidés par les communes (intérêt communautaire).

Or, à ce jour, rien ne permet véritablement d'affirmer que cette « course au gigantisme » (que l'on retrouve notamment avec le passage à 13 régions) constitue une garantie de meilleure efficacité et de plus en grande efficacité de ces établissements et de l'action publique en général. En effet, sauf à ce que le mouvement de création de communes nouvelles ne s'accélère significativement, la gouvernance des futurs EPCI sera rendue d'autant plus délicate que le nombre de communes constituant cet EPCI sera important. La prise de décisions n'était pas toujours facile dès lors que les EPCI comptaient plus de 15 à 20 communes. Qu'en sera-t-il lorsque le Conseil communautaire comptera plus de 50 communes, voire approchera la centaine ? Or, de telles situations seront désormais courantes.

Par ailleurs, la baisse des dotations contraint davantage les moyens disponibles et mobilisables ; alors même que les compétences transférées aux



EPCI ne cessent d'être étendues (droit des sols, GEMAPI, économie, ..). Comme s'il était possible de faire toujours « plus » avec « moins » !

Certes, il est toujours possible et même souhaitable d'optimiser la gestion, d'outiller le pilotage des politiques publiques locales, de rationaliser l'organisation et le fonctionnement des services. Même si de réels et nombreux efforts ont été réalisés en ce sens, sans doute reste-t-il encore des marges de progression.

Néanmoins, il n'en reste pas moins que confrontés à cette double contrainte (réduction des dotations et extension des périmètres de compétences communautaires), les EPCI et les Élus en charge de leur gouvernance seront contraints de questionner le périmètre de l'action publique locale et de procéder à de réels arbitrages dans l'allocation des moyens disponibles. Ce qui demande du temps et du courage ; le courage politique de choisir et d'arbitrer et le courage managérial d'en assumer les conséquences notamment en termes de moyens humains. ■



**Par
Jean-Michel Rivalland**

de Décision Publique, société de conseil au service de la gouvernance publique

Retour avec Stéphanie Rabaud sur le forum d'Alliance Europa¹ organisé le 9 mai 2016 à l'Université de Nantes.

L'EUROPE EN 2016, DÉSINTÉGRATION OU RENOUVEAU ?

Intégration ou renouveau? La question était posée à quatre grands témoins lors du forum d'Alliance Europa¹, le 9 mai dernier à Nantes. Allions-nous puiser dans leurs propos les bons arguments pour rester confiant en l'avenir du projet européen? Leur analyse sans concession nous a laissé repartir quelque peu dubitatifs: Comment allons-nous remettre l'Europe en débat?

Autour de Nora Hamadi, journaliste à Public Sénat, trois universitaires ont partagé leur point de vue : Arnauld Leclerc, Professeur de Sciences politiques à l'Université de Nantes, Albrecht Sonntag, Sociologue et Professeur à l'ESSCA École de Management d'Angers et Fernando Guirao, Professeur d'Histoire à l'Université Pompeu Fabra de Barcelone.

Désintégration ou renouveau ?

Quoiqu'il en soit c'est d'une fracture qu'il s'agit, dans la représentation même du projet européen. Quelle est son origine? Pour Arnauld Leclerc, l'Europe fut d'abord un conglomérat d'action publique sans projet d'ensemble bien construit, l'idée d'union politique a émergé plus tardivement, et la crise économique n'a fait que révéler des tensions existantes. Les trajectoires économiques entre le Nord et le Sud de l'Europe n'ont jamais convergé et elles n'ont pas créé de mécanismes de transfert économique et social. Cette absence de solidarité est un point de tension forte. Face à cela, les Chefs d'États sont dans une posture nationale, et c'est le problème politique majeur. La possibilité d'une désagrégation est réelle. Or, la paix n'est plus un objectif mobilisateur, il faut trouver une autre réponse et remettre l'Europe en débat car il y a désaccord profond sur le projet.

A la fracture Nord/Sud s'ajoutent aujourd'hui la fracture Est/Ouest, ainsi qu'une fracture entre l'institution et ses propres citoyens. Le corpus des valeurs est passé aux oubliettes, on a un libre-échange et des normes comptables communes mais pas d'entité politique qui piloterait ce grand marché. Les citoyens européens qui ne vivent pas en mobilité n'expérimentent pas l'Europe, ils se détournent d'un projet qui est donc pour eux, vide de sens.



Faut-il craindre le Brexit ?

Fernando Guirao et Albrecht Sonntag sont d'accord pour dire que le Brexit serait un non-événement. Si le Royaume Uni se retire de l'Union Européenne, on continuera de faire du commerce avec les Anglais. Mieux, ça permettra aux autres pays de se libérer d'un obstacle permanent!

La préoccupation majeure est plutôt le défi que posent des démocraties en fin de cycle. Une démocratie directe mais limitée par un système de représentativité est indispensable selon Fernando Guirao.

Albrecht Sonntag à qui revenait la lourde tâche de conclure sur les rebonds possibles n'a pas été beaucoup plus rassurant quant à l'issue du projet européen! Il pose la question du moteur franco-allemand alors qu'existe une divergence dans l'ADN des deux pays, l'un étant fédéraliste l'autre centraliste, se demandant même si l'Allemagne sera toujours pro-européenne et inoculée contre le populisme ?

Le ton n'était donc ni à la confiance ni à l'optimisme. Peut-être faut-il prendre au mot Nora Hamadi quand elle lance, sous forme de boutade, qu'il faut tenir ces débats sur l'Europe non pas seulement dans les lieux clos des amphithéâtres d'Université, mais sur les places de marchés, et pourquoi pas ici à Nantes, au marché de Talensac, autour d'un plateau d'huîtres et d'un bon verre de muscadet ! Ça veut dire remettre l'Europe en débat au plus près des territoires. ■



Par Stéphanie Rabaud,
Directrice générale de l'Institut
Kervégan

¹ - Programme multi partenarial de recherche, formation et innovation en Pays de la Loire » porté par l'Université de Nantes autour des grandes questions européennes du XXIe siècle dont l'objectif est de créer un pôle d'excellence en sciences humaines et sociales sur l'étude des défis sociétaux, culturels et politiques que doit relever une Europe en crise face aux processus de mondialisation.



Retour de notre journaliste sur la table ronde du 10 mai 2016 consacrée à la Transition digitale des entreprises. L'intégralité de l'article multimédia sur www.institut-kervegan.com/actualite/peut-on-humaniser-la-transition-numerique/

PEUT-ON « HUMANISER » LA TRANSITION NUMÉRIQUE?

Derrière une locution galvaudée – transition numérique – se pose un problème concret pour les entreprises : comment gérer l'impact humain d'un chambardement technologique sans fin ? Chercheurs, consultants et professionnels étaient invités par l'Institut Kervegan à y réfléchir devant une cinquantaine de personnes, le 10 mai dernier, au Centre des expositions de Nantes Métropole.

« La transition numérique c'est le sujet tarte à la crème qu'on nous sert matin, midi et soir, du magazine Management au journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut sur TF1 », décoche d'entrée Mathias Crouzet, conseiller en stratégie digitale et modérateur d'un soir. Si ces deux mots accolés semblent aujourd'hui envahissants, leur utilisation dans l'Hexagone est très récente. Les premières mentions en ligne, techniques, datent de 2000 si l'on réfère aux archives des moteurs de recherche.

Courbe médiatique ascendante

L'extension au terrain économique, par traduction de l'anglais digital transformation, s'officialise en 2012 avec le lancement d'un programme français d'aide dédié aux TPE-PME. Dans la foulée, la transition numérique trouve un écho médiatique grandissant, comme en témoigne la courbe ascendante des mentions dans les articles en ligne, ces six dernières années.

Grand écran ou grand chambardement ?

Dans un effort de clarification, Frantz Rowe, professeur à l'Université de Nantes, distingue ce qui relève du changement incrémental – « modifier la taille d'un écran ou la puissance d'un ordinateur, ce qui demande un investissement mais ne prend pas une génération » – de ce qui appartient au changement radical – « c'est la modification des modèles mentaux, beaucoup plus longue, complexe et aléatoire ».

Dompter la technologie

Au-delà de la technicité, c'est bien la place de l'Homme dans l'entreprise qui est questionnée. « Nous devons donner du sens aux technologies sinon ce sont les technologies qui vont nous donner le sens », résume dans un aphorisme



François-Xavier Marquis, consultant. Celui qui a mené plusieurs missions gouvernementales sur le numérique, identifie une cheville-ouvrière inattendue : « Dans une entreprise, la personne la plus sensibilisée au numérique doit être le responsable des ressources humaines ».

« Phénomène de mode »

Étonnement, plus la société est petite, moins la transformation semble aisée. « Le numérique est encore vécu par beaucoup de TPE-PME comme un mal nécessaire voire un investissement défensif, très coûteux », embraye le chercheur à l'École des Mines de Nantes, François Deltour. La disparité dans l'utilisation des outils connectés est très forte, comme le montre l'exemple des PME bretonnes. Une étude récente de l'Observatoire social de l'entreprise (OSE), révèle que 47 % des chefs d'entreprises pensent que la transition numérique « constitue un simple phénomène de mode ». Un chiffre qui monte à 50 % chez ceux qui dirigent des TPE.

Au bord du précipice

Difficile à digérer, aussi, pour les cadres intermédiaires des entreprises. « J'ai beaucoup de couteaux dans le dos mais je tâche de ne pas trop me retourner », résume dans un rire Nathalie Deniaud, en pointe sur la transformation digitale chez Serians, filiale de Konica Minolta. Les réticentes ne sont pas seulement liées à l'âge ou à l'ancienneté, mais résultent de facteurs psychologiques, culturels ou sociaux mouvants. « [Les managers] ont l'impression qu'on les met au bord d'une falaise avec l'obligation de faire un pas dans le vide », image-telle. ■

Par Thibault Dumas, Journaliste indépendant

FEEDBACK...